



Rapport de gestion 2013



Rapport de gestion

Le présent rapport de gestion analyse les résultats d'exploitation et la situation financière de 5N Plus inc. (la « Société » ou « 5N Plus ») et vise à aider le lecteur à mieux comprendre son contexte d'affaires, ses stratégies, sa performance et ses facteurs de risque. Le présent rapport de gestion doit être lu avec les états financiers consolidés audités et les notes correspondantes pour l'exercice clos le 31 décembre 2013. Le présent rapport de gestion a été préparé conformément aux exigences des Autorités canadiennes en valeurs mobilières.

L'information figurant dans le présent rapport de gestion inclut tous les changements importants survenus jusqu'au 25 février 2014, date à laquelle il a été approuvé par le conseil d'administration de la Société. Sauf indication contraire, les termes « nous », « nos », « notre » et « le groupe » font référence à la Société et à ses filiales.

Le « quatrième trimestre de 2013 » et le « quatrième trimestre de 2012 » correspondent aux périodes de trois mois closes respectivement les 31 décembre 2013 et 2012. Tous les montants figurant dans le présent rapport de gestion sont exprimés en dollars américains, et tous les montants présentés dans les tableaux sont en milliers de dollars américains, à moins d'avis contraire. Toute l'information trimestrielle fournie dans le présent rapport de gestion est fondée sur des montants non audités.

Mesures non conformes aux IFRS

Le présent rapport de gestion renferme également des montants qui ne sont pas des mesures de la performance conformes aux IFRS. Ces mesures sont définies à la fin du présent rapport de gestion, à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

Mise en garde relative aux énoncés prospectifs

Certaines déclarations comprises dans le présent rapport de gestion peuvent contenir des énoncés prospectifs au sens des lois sur les valeurs mobilières en vigueur. Ces énoncés prospectifs sont fondés sur les meilleures estimations dont dispose la Société à ce jour et comportent un certain nombre de risques connus et inconnus, d'incertitudes et d'autres facteurs qui peuvent faire en sorte que les résultats, la performance ou les réalisations réels de la Société diffèrent sensiblement des résultats, de la performance ou des réalisations futurs, exprimés ou sous-entendus dans ces énoncés prospectifs. Les risques et incertitudes pouvant entraîner de telles différences incluent les risques liés aux facteurs suivants : incapacité d'obtenir les avantages escomptés d'acquisitions, crédit, taux d'intérêt, valorisation des stocks, prix des produits de base, poursuites judiciaires, fluctuations du change, juste valeur, sources d'approvisionnement, réglementation environnementale, concurrence, dépendance à l'égard du personnel clé, interruptions des activités, protection des droits de propriété intellectuelle, activités internationales, conventions collectives et responsabilités à titre de société cotée. Une description des risques qui touchent l'entreprise et les activités de la Société est présentée à la rubrique « Risques et incertitudes » du présent rapport de gestion. En règle générale, les énoncés prospectifs se distinguent par l'emploi du futur et du conditionnel et par l'utilisation de termes tels que « croire » ou « s'attendre à », à la forme positive et négative, de variantes de ces termes ou de termes similaires. Rien ne garantit que les événements prévus dans l'information prospective du présent rapport de gestion se produiront, ou s'ils se produisent, quels seront les avantages que 5N Plus pourra en tirer. Plus particulièrement, rien ne garantit la performance financière future de 5N Plus. L'information prospective contenue dans le présent rapport de gestion est valable en date de celui-ci, et la Société n'a aucune obligation de mettre publiquement à jour cette information prospective afin de tenir compte de nouveaux renseignements, obtenus ultérieurement ou autrement, à moins d'y être obligée en vertu des lois sur les valeurs mobilières en vigueur. Le lecteur est averti de ne pas se fier indûment à ces énoncés prospectifs.

Aperçu

5N Plus est le chef de file de la production de métaux spéciaux et de produits chimiques. La Société, entièrement intégrée, possède des installations de recyclage en boucle fermée. Son siège social est situé à Montréal (Québec, Canada) et elle compte des installations de production et des bureaux de vente dans plusieurs pays, notamment en Europe, en Amérique et en Asie. À partir de diverses technologies brevetées et éprouvées, 5N Plus fabrique des produits utilisés dans plusieurs applications pharmaceutiques, électroniques et industrielles avancées. Parmi les principaux produits, mentionnons, entre autres, les métaux purifiés comme le bismuth, le gallium, le germanium, l'indium, le sélénium et le tellure, les produits chimiques inorganiques basés sur ces types de métaux et les substrats de composés semi-conducteurs. Un grand nombre de ces produits sont des précurseurs critiques et des éléments indispensables sur certains marchés, tels ceux des modules solaires, des diodes électroluminescentes et des matériaux écologiques.

Information sectorielle

Deux secteurs opérationnels sont présentés par la Société, soit le secteur Matériaux électroniques et le secteur Matériaux écologiques. Les opérations et activités qui s'y rapportent sont gérées dans ce sens par les principaux décideurs de la Société. Des données financières et opérationnelles sectorielles, qui constituent les principaux indicateurs de performance, sont utilisées pour gérer ces secteurs opérationnels, pour analyser la performance et pour affecter les ressources. La performance financière d'un secteur donné est évaluée principalement en fonction des produits et du BAIIA ajusté, lesquels font l'objet d'un rapprochement avec les chiffres consolidés en tenant compte des produits et des charges de la Société.

Le secteur Matériaux électroniques est dirigé par un vice-président qui supervise les activités gérées localement en Amérique, en Europe et en Asie. Les activités de ce secteur consistent en la production et en la vente de métaux affinés, de composés et d'alliages qui sont utilisés principalement dans diverses applications électroniques. Les marchés essentiellement concernés sont ceux des produits photovoltaïques (énergie solaire), des diodes électroluminescentes (DEL), des afficheurs, des produits électroniques à haute fréquence, de l'imagerie médicale et des produits thermoélectriques. La plupart des produits du secteur sont associés à des métaux comme le cadmium, le gallium, le germanium, l'indium et le tellure. Ceux-ci sont vendus sous leur forme élémentaire ou en alliages ainsi que sous la forme de produits chimiques et de composés. Les produits et les résultats associés aux services et aux activités de recyclage fournis aux clients du secteur Matériaux électroniques sont également inclus dans le secteur Matériaux électroniques. Le vice-président, Matériaux électroniques est également responsable de la gestion de ces activités.

Le secteur Matériaux écologiques est dénommé ainsi, car il est principalement associé au bismuth, l'un des rares métaux lourds n'ayant pas d'effet nuisible sur la santé humaine ni sur l'environnement. Par conséquent, le bismuth est de plus en plus utilisé dans un certain nombre d'applications pour remplacer des métaux et des produits chimiques plus nocifs. Le secteur Matériaux écologiques est dirigé par un vice-président qui supervise les activités gérées localement en Europe et en Asie. Les activités du secteur Matériaux écologiques consistent en la production et en la vente de bismuth et de produits chimiques dérivés du bismuth affiné, d'alliages à bas point de fusion ainsi que de sélénium et de produits chimiques dérivés du sélénium affiné. Ces produits sont utilisés dans le secteur pharmaceutique et la production d'aliments pour animaux de même que dans certaines applications industrielles comme les enduits, les pigments, les alliages métallurgiques et l'électronique.

Les charges du siège social et les frais généraux, frais de vente et frais d'administration non affectés ainsi que les frais financiers et les gains ou les pertes de change et au titre de dérivés ont été regroupés sous la rubrique « Siège social ».

Faits saillants du quatrième trimestre de 2013 et de l'exercice 2013

- Le BAIIA¹ s'est établi à 7,9 M\$ pour le quatrième trimestre de 2013, soit une hausse de 26,1 M\$ comparativement à (18,1) M\$ pour le quatrième trimestre de 2012. Pour 2013, le BAIIA s'est établi à 20,2 M\$, soit une hausse de 32,9 M\$ comparativement à (12,7) M\$ pour 2012.
- Les produits pour le quatrième trimestre de 2013 ont été de 119,4 M\$, un recul de 9,2 M\$ ou de 7 % par rapport à des produits de 128,6 M\$ pour le quatrième trimestre de 2012. Les produits pour 2013 ont atteint 459,0 M\$, ce qui représente une diminution de 92,7 M\$ ou de 17 % par rapport aux produits de 551,7 M\$ pour 2012. Ces diminutions sont principalement attribuables au recul des prix des produits de base.
- La dette nette¹ a diminué de 78,2 M\$, passant de 136,5 M\$ au 31 décembre 2012 à 58,3 M\$ au 31 décembre 2013. Le ratio dette nette¹ sur BAIIA ajusté¹ s'est amélioré en 2013, passant de 3,6 en 2012 à 1,9 en 2013.
- Le résultat net et le résultat net ajusté¹ se sont établis respectivement à 1,6 M\$ et 2,1 M\$ au quatrième trimestre de 2013, comparativement à une perte nette de 212,0 M\$ et à une perte nette ajustée de 6,9 M\$ au quatrième trimestre de 2012. Pour 2013, le résultat net a totalisé 42,8 M\$ et le résultat net ajusté, 10,8 M\$, contre une perte nette de 227,9 M\$ et une perte nette ajustée de 2,9 M\$ en 2012.
- Les nouvelles commandes¹ ont augmenté de 18 % pour s'établir à 156,1 M\$, par rapport à 132,1 M\$ au quatrième trimestre de l'exercice précédent. Le carnet de commandes¹ s'est établi à 170,1 M\$ au 31 décembre 2013, comparativement à 165,8 M\$ il y a un an.
- Le 13 novembre 2013, la Société s'est classée pour une quatrième année consécutive au Palmarès Technologie Fast 50^{MC} de Deloitte, classement des 50 entreprises technologiques enregistrant au Canada la croissance la plus rapide selon le pourcentage de hausse des produits sur cinq ans. L'augmentation des produits de 1 681 % de 5N Plus entre 2008 et 2012 lui a permis de se classer au 5^e rang. Elle a également obtenu le 101^e rang au palmarès Technology Fast 500^{MC}, classement de Deloitte faisant état des 500 sociétés ayant la croissance la plus rapide dans les domaines des technologies, médias et télécommunications, des sciences de la vie et des technologies propres en Amérique du Nord.
- Le 24 octobre 2013, la Société a annoncé qu'elle avait conclu une convention d'achat ferme de bismuth exclusive à long terme avec Masan Resources, l'une des plus importantes sociétés privées du secteur des ressources naturelles au Vietnam.
- Le 9 juillet 2013, la Société a annoncé qu'elle avait signé une option exclusive visant l'acquisition de la totalité des actions émises et en circulation du capital d'AM&M Advanced Machine and Materials Inc., une société spécialisée dans la fabrication de poudres métalliques de taille micrométrique.
- Le 18 juin 2013, la Société a annoncé qu'elle avait conclu un règlement complet et final avec les anciens actionnaires de MCP Group SA (« MCP »), relativement au litige qui avait été dévoilé par la Société le 21 décembre 2012.
- Le 11 juin 2013, la Société a annoncé qu'elle avait investi dans une nouvelle installation de produits chimiques à base de gallium située en Corée du Sud et qu'elle avait conclu un contrat avec un distributeur de produits chimiques local pour la sous-traitance de services d'exploitation et de logistique de la nouvelle installation. Cette initiative vise à répondre à la demande croissante en gallium pour la fabrication des DEL en Asie du Nord-Est.

¹ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

L'exercice de la Société s'est terminé par un trimestre relativement solide. En effet, le BAIIA a presque atteint 8 M\$ et les produits du trimestre ont été à leur plus haut niveau depuis le début de l'exercice, ce qui reflète un environnement commercial favorable en dépit de la faiblesse de la demande que l'on observe régulièrement en fin d'année. En outre, 5N Plus a continué de réduire son niveau d'endettement par rapport au trimestre précédent; le montant de la dette nette a été diminué de plus de moitié au cours de l'exercice et s'établit maintenant à moins de 60 M\$, offrant à la Société une plus grande flexibilité financière. Les prix des produits de base sous-jacents et les niveaux de stocks sont désormais plus faciles à gérer, ce qui permet à la Société de fonctionner de façon beaucoup plus efficace depuis l'acquisition majeure réalisée en 2011. Grâce à ses efforts visant l'amélioration de l'efficacité globale, l'instauration d'une plus grande discipline et la réduction des coûts, la Société a été en mesure de dégager un résultat net positif pour un quatrième trimestre d'affilée et de cesser de comptabiliser des charges de dépréciation un trimestre sur deux comme le voulait la tendance. Même si cette tendance est fonction en partie de la courbe des prix des produits de base sous-jacents et échappe, dans une certaine mesure, au contrôle de la Société, 5N Plus estime qu'elle est dans une bien meilleure position dorénavant pour prévoir la courbe des prix et en tirer avantage.

Sur ses marchés respectifs, les volumes de vente de bismuth ont atteint un niveau record pour le trimestre et l'exercice, reflétant la demande croissante et l'augmentation de la part du marché. La demande pour les produits solaires est restée forte malgré une certaine baisse en fin d'année issue d'un comportement d'achat inhabituel de la clientèle, mais les perspectives sont relativement haussières pour 2014, le secteur de l'énergie solaire se redressant graduellement tout en affirmant sa compétitivité globale sur un certain nombre de marchés non subventionnés. Les ventes combinées de métaux électroniques, notamment le gallium, l'indium et le germanium, ont également augmenté, surtout en raison des ventes plus élevées de gallium et de produits chimiques connexes pour le marché des DEL, un marché qui devrait continuer de prendre de l'expansion compte tenu de l'utilisation plus vaste qui en est faite dans les applications d'éclairage général. En ce qui a trait aux activités de production de substrats de germanium, la Société a fait beaucoup de progrès au cours de l'exercice et est maintenant entièrement qualifiée auprès des deux principaux fournisseurs de cellules solaires spatiales établis aux États-Unis. Dans l'ensemble, ces perspectives relativement favorables en termes de marchés sont confirmées par les commandes enregistrées au cours du trimestre, lesquelles ont atteint un sommet depuis les deux derniers exercices, ce qui a permis de rétablir le carnet de commandes à son niveau de juin 2012, malgré la faiblesse des prix des produits de base sous-jacents moyens.

5N Plus continue d'appliquer son plan stratégique, lequel vise à accroître ses activités à valeur ajoutée, à élargir sa part de marché en Asie et à étendre ses activités de recyclage en utilisant sa plateforme internationale. Ainsi, au cours de l'exercice, la Société a annoncé la mise en service de sa nouvelle installation en Corée, son intention de pénétrer le marché des poudres métalliques ultrafines avec l'acquisition anticipée de AM&M et de sa technologie de pulvérisation d'avant-garde, et la conclusion de sa convention d'achat ferme de bismuth exclusive à long terme avec Masan Resources. La Société a également l'intention de développer, de fabriquer et de mettre en marché des produits chimiques à base de sélénium pour leur utilisation dans les secteurs de l'alimentation animale, des fertilisants, du verre et de la métallurgie. Dans cette optique, elle effectue des investissements dans son installation de Laos et prévoit produire et vendre ces produits avant la fin de l'année.

La Société tient à remercier tous ses employés pour leur dévouement et leurs efforts soutenus tout au long de cet exercice qui s'est révélé très difficile. Grâce à nos efforts combinés, elle a pu accomplir d'énormes progrès et a maintenant toutes les raisons de se montrer optimiste quant à sa capacité d'accroître la valeur pour les actionnaires à l'avenir. Elle remercie également ses parties prenantes et ses actionnaires pour leur confiance et leur soutien indéfectible.

Données financières historiques – Exercices clos les 31 décembre

(en milliers de dollars américains, sauf les montants par action)	Période de sept mois close le 31 décembre		
	2013	2012	2011
	\$	\$	\$
Résultats consolidés			
Produits	459 012	551 675	391 712
BAIIA ¹	20 193	(12 729)	2 625
BAIIA ajusté ¹	30 375	37 856	37 415
Résultat net attribuable aux actionnaires de 5N Plus	42 661	(227 738)	(21 641)
Résultat de base par action attribuable aux actionnaires de 5N Plus	0,51 \$	(2,91) \$	(0,31) \$
Résultat net	42 780	(227 849)	(22 464)
Résultat de base par action	0,51 \$	(2,91) \$	(0,32) \$
Résultat dilué par action	0,51 \$	(2,91) \$	(0,32) \$
Fonds provenant de l'exploitation ¹	20 033	25 393	27 338
Données du bilan			
Total de l'actif	365 240	385 396	782 344
Dette nette (trésorerie nette) ¹	58 330	136 547	260 575
Obligation au titre des prestations de retraite	15 887	16 667	12 850
Capitaux propres attribuables aux actionnaires	190 052	144 955	339 710

Données financières trimestrielles

(en milliers de dollars américains, sauf les montants par action)	T4 2013	T3 2013	T2 2013	T1 2013	T4 2012	T3 2012	T2 2012	T1 2012
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Produits	119 416	108 570	112 637	118 389	128 620	120 744	140 076	162 235
BAIIA ¹	7 942	5 775	(3 639)	10 115	(18 121)	9 001	(20 474)	16 867
BAIIA ajusté ¹	7 942	5 775	6 543	10 115	6 395	9 001	5 594	16 867
Résultat net	1 638	1 323	34 281	5 538	(211 953)	1 275	(22 062)	4 891
Résultat de base par action	0,02 \$	0,02 \$	0,41 \$	0,07 \$	(2,70) \$	0,02 \$	(0,30) \$	0,07 \$
Résultat dilué par action	0,02 \$	0,02 \$	0,41 \$	0,07 \$	(2,70) \$	0,02 \$	(0,30) \$	0,07 \$
Résultat net attribuable aux actionnaires de 5N Plus	2 022	1 083	34 185	5 371	(212 006)	1 218	(21 922)	4 972
Résultat de base par action attribuable aux actionnaires de 5N Plus	0,02 \$	0,01 \$	0,41 \$	0,06 \$	(2,71) \$	0,02 \$	(0,29) \$	0,07 \$
Résultat net ajusté ¹	2 068	1 517	959	6 296	(6 880)	648	(1 911)	5 250
Résultat net de base ajusté par action ¹	0,02 \$	0,02 \$	0,01 \$	0,08 \$	(0,08) \$	0,01 \$	(0,03) \$	0,07 \$
Carnet de commandes ¹	170 013	133 352	153 277	166 290	165 790	162 323	188 982	215 588

Sommaire des résultats

	T4 2013	T4 2012	2013	2012
	\$	\$	\$	\$
Produits	119 416	128 620	459 012	551 675
Charges d'exploitation	111 474	122 225	428 637	513 819
BAIIA ajusté ¹	7 942	6 395	30 375	37 856
Dépréciation des stocks	-	24 517	10 182	50 585
BAIIA ¹	7 942	(18 122)	20 193	(12 729)
Gain lié au règlement du prix d'acquisition de MCP	-	-	(45 188)	-
Coûts du litige et coûts de restructuration	569	932	4 068	2 781
Dépréciation des immobilisations corporelles	-	39 239	-	39 239
Reprise de perte de valeur des immobilisations corporelles	-	-	-	(932)
Dépréciation des immobilisations incorporelles et du goodwill	-	165 507	-	165 507
Intérêt sur la dette à long terme et autres charges d'intérêts	1 779	1 463	8 524	8 828
Pertes (gains) de change et au titre de dérivés	525	(360)	(2 590)	2 759
Amortissement	2 419	5 628	10 686	21 159
Résultat avant impôt sur le résultat	2 650	(230 531)	44 693	(252 070)
Impôt sur le résultat	1 012	(18 578)	1 913	(24 221)
Résultat net	1 638	(211 953)	42 780	(227 849)
Résultat de base par action	0,02 \$	(2,70) \$	0,51 \$	(2,91) \$
Résultat dilué par action	0,02 \$	(2,70) \$	0,51 \$	(2,91) \$

¹ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

Produits par secteur

	T4 2013	T4 2012	Variation (%)	2013	2012	Variation (%)
	\$	\$		\$	\$	
Secteur Matériaux électroniques	46 264	55 254	-15 %	179 368	232 013	-23 %
Secteur Matériaux écologiques	73 152	73 366	-2 %	279 644	319 662	-13 %
Total des produits	119 416	128 620	-7 %	459 012	551 675	-17 %

Pour le quatrième trimestre de 2013, les produits se sont établis à 119,4 M\$, en baisse de 9,2 M\$, soit 7 %, par rapport à 128,6 M\$ au quatrième trimestre de 2012. Pour 2013, les produits se sont établis à 459,0 M\$, en baisse de 92,7 M\$, soit 17 %, par rapport à 551,7 M\$ pour 2012. La demande pour les produits de la Société est demeurée solide tout au long du trimestre et de l'exercice, les produits à base de bismuth ayant atteint des niveaux de vente record, mais le recul des prix des produits de base, la pression exercée par la concurrence sur les prix de vente et la restructuration d'une partie des activités de l'entreprise qui a fait l'objet d'un litige avec les anciens actionnaires de MCP se sont répercutés négativement sur le total des produits.

Les produits du secteur Matériaux électroniques ont diminué de 7,9 M\$, soit 15 %, atteignant 46,3 M\$ au quatrième trimestre de 2013 par rapport à 54,2 M\$ au quatrième trimestre de 2012, en raison des volumes de ventes qui avaient été exceptionnellement élevés pour les produits du secteur de l'énergie solaire au quatrième trimestre de 2012. Le secteur Matériaux écologiques a enregistré des ventes solides et un niveau record de vente de produits à base de bismuth pour le quatrième trimestre de 2013 ainsi que pour 2013. Le total des produits est demeuré stable par rapport au quatrième trimestre de 2012 malgré la faiblesse des prix des produits de base.

Les produits du secteur Matériaux électroniques ont diminué de 52,6 M\$, soit 23 %, s'établissant à 179,4 M\$ pour 2013, par rapport à 232,0 M\$ pour 2012. Les produits du secteur Matériaux écologiques ont baissé de 40,0 M\$, soit 13 %, passant de 319,7 M\$ pour 2012 à 279,6 M\$ pour 2013. Le recul des produits s'explique par les facteurs dont il est question précédemment.

Résultat net et résultat net ajusté

	T4 2013	T4 2012	2013	2012
	\$	\$	\$	\$
Résultat net	1 638	(211 953)	42 780	(227 849)
Résultat net de base par action	0,02 \$	(2,71) \$	0,51 \$	(2,91) \$
Résultat net ajusté	2 068	(6 880)	10 834	(2 893)
Résultat net de base ajusté par action	0,02 \$	(0,08) \$	0,13 \$	(0,04) \$

Le résultat net s'est établi à 1,7 M\$ pour le quatrième trimestre de 2013, soit une augmentation de 213,7 M\$ par rapport à une perte nette de (212,0) M\$ pour le quatrième trimestre de 2012 et le résultat net ajusté¹ a augmenté de 9,0 M\$, passant de (6,9) M\$ pour le quatrième trimestre de 2012 à 2,1 M\$ pour le quatrième trimestre de 2013. Au quatrième trimestre de 2012, la Société avait comptabilisé une charge de dépréciation de 229,3 M\$.

Le résultat net s'est établi à 42,8 M\$ pour 2013, en hausse de 270,6 M\$ par rapport à (227,9) M\$ pour 2012 et le résultat net ajusté¹ s'est établi à 10,8 M\$ pour 2013, soit une augmentation de 13,7 M\$ par rapport à (2,9) M\$ pour 2012. La Société avait comptabilisé une charge de dépréciation de 255,3 M\$ en 2012.

La diminution des charges d'exploitation, des frais généraux, frais de vente et frais d'administration, de l'amortissement et des charges financières a été contrebalancée par un bénéfice brut moins élevé en raison du recul des prix des produits de base, de l'incidence de la pression exercée par la concurrence sur les prix de vente et de la restructuration d'une partie des activités de l'entreprise qui a fait l'objet d'un litige avec les anciens actionnaires de MCP.

¹ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

Rapport de gestion

Le gain non récurrent de 45,2 M\$ comptabilisé au deuxième trimestre de 2013, découlant de la diminution du prix d'acquisition de MCP annoncée le 18 juin 2013, a été en partie contrebalancé par une charge de dépréciation des stocks de 10,2 M\$ comptabilisée pour le même trimestre et se rapportant au bismuth et au sélénium. Pour 2012, la Société a inscrit une charge de dépréciation des stocks de 50,6 M\$, se rapportant principalement au bismuth, au gallium, au tellure et au sélénium.

Charges de dépréciation

	T4 2013	T4 2012	2013	2012
	\$	\$	\$	\$
Dépréciation des stocks	-	24 517	10 182	50 585
Dépréciation des immobilisations corporelles	-	39 239	-	39 239
Dépréciation des immobilisations incorporelles	-	40 597	-	40 597
Dépréciation du goodwill	-	124 910	-	124 910
Charges de dépréciation	-	229 263	10 182	255 331

BAIIA et BAIIA ajusté

	T4 2013	T4 2012	2013	2012
	\$	\$	\$	\$
Secteur Matériaux électroniques	4 006	(1 733)	22 316	10 903
Secteur Matériaux écologiques	6 474	(11 700)	6 253	(8 203)
Siège social	(2 538)	(4 689)	(8 376)	(15 429)
BAIIA¹	7 942	(18 122)	20 193	(12 729)
Secteur Matériaux électroniques	-	8 226	150	23 750
Secteur Matériaux écologiques	-	16 291	10 032	26 835
Dépréciation des stocks	-	24 517	10 182	50 585
Secteur Matériaux électroniques	4 006	6 493	22 466	34 653
Secteur Matériaux écologiques	6 474	4 591	16 285	18 632
Siège social	(2 538)	(4 689)	(8 376)	(15 429)
BAIIA ajusté¹	7 942	6 395	30 375	37 856

Pour le quatrième trimestre de 2013 et pour 2013, le BAIIA s'est établi à respectivement 7,9 M\$ et 20,2 M\$, en hausse par rapport à respectivement (18,1) M\$ et (12,7) M\$ pour le quatrième trimestre de 2012 et pour 2012. Pour 2013, la Société a inscrit une charge de dépréciation totale de 10,2 M\$, par rapport à 50,6 M\$ pour 2012. Les initiatives de réduction des coûts ont été contrebalancées par les pressions exercées sur la marge brute et par un niveau de rentabilité moins élevé associé au fait que les stocks reflètent leur valeur de réalisation réelle en raison de la tendance baissière des prix des produits de base sous-jacents. Le BAIIA a aussi subi les répercussions de la restructuration d'une partie des activités de l'entreprise qui a fait l'objet d'un litige avec les anciens actionnaires de MCP.

Nouvelles commandes et carnet de commandes

	CARNET DE COMMANDES ¹			NOUVELLES COMMANDES ¹		
	T4 2013	T3 2013	T4 2012	T4 2013	T3 2013	T4 2012
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Secteur Matériaux électroniques	80 382	72 309	100 718	54 337	31 588	59 342
Secteur Matériaux écologiques	89 691	61 043	65 072	101 800	57 057	72 744
Total	170 073	133 352	165 790	156 137	88 645	132 086

Les nouvelles commandes comptabilisées au cours du trimestre ont atteint leur plus haut niveau depuis deux ans, ramenant le carnet de commandes au niveau de juin 2012, malgré le recul des prix moyens des produits de base sous-jacents.

Quatrième trimestre de 2013 par rapport au quatrième trimestre de 2012

Au 31 décembre 2013, le carnet de commandes du secteur Matériaux électroniques s'élevait à 80,4 M\$, en baisse de 20,3 M\$, soit 20 %, par rapport au carnet de commandes de l'exercice précédent. Le carnet de commandes du secteur Matériaux écologiques s'élevait à 89,7 M\$, ce qui représente une hausse de 24,6 M\$, soit 38 %, par rapport au carnet de

¹ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

commandes de l'exercice précédent. Au 31 décembre 2013, le carnet de commandes s'élevait à 170,1 M\$ au total, suivant la courbe de renouvellement généralement attendue pour la plupart des contrats au quatrième trimestre.

Pour le quatrième trimestre de 2013, les nouvelles commandes du secteur Matériaux électroniques ont reculé de 5,0 M\$, soit 8 %, pour s'établir à 54,3 M\$, comparativement à 59,3 M\$ pour le quatrième trimestre de 2012. Pour le quatrième trimestre de 2013, les nouvelles commandes du secteur Matériaux écologiques ont augmenté de 29,1 M\$, soit 40,0 %, pour s'établir à 101,8 M\$, comparativement à 72,7 M\$ pour le quatrième trimestre de 2012.

Quatrième trimestre de 2013 par rapport au troisième trimestre de 2013

Pour le quatrième trimestre de 2013, les nouvelles commandes du secteur Matériaux électroniques ont augmenté de 22,8 M\$, soit 72 %, et celles du secteur Matériaux écologiques, de 44,7 M\$, soit 78 %, par rapport au trimestre précédent.

Au 31 décembre 2013, le carnet de commandes du secteur Matériaux électroniques avait augmenté de 8,1 M\$, et celui du secteur Matériaux écologiques, de 28,6 M\$, par rapport au trimestre précédent.

Charges

	T4 2013	T4 2012	Variation (%)	2013	2012	Variation (%)
	\$	\$		\$	\$	
Amortissement	2 419	5 628	-57 %	10 686	21 159	-49 %
Frais généraux, frais de vente et frais d'administration	8 607	12 561	-31 %	36 066	45 742	-21 %
Coûts du litige et coûts de restructuration	569	932	-39 %	4 068	2 781	46 %
Charges financières	2 304	1 103	109 %	5 934	11 587	-49 %
Impôt sur le résultat	1 012	(18 578)	s. o.	1 913	(24 221)	s. o.

Amortissement

En raison des moins-values liées aux immobilisations corporelles et incorporelles constatées en 2012, la dotation aux amortissements est en baisse et s'est établie à respectivement 2,4 M\$ et 10,7 M\$ pour le quatrième trimestre de 2013 et l'exercice 2013, par rapport à respectivement 5,6 M\$ et 21,2 M\$ pour le quatrième trimestre de 2012 et l'exercice 2012.

Frais généraux, frais de vente et frais d'administration

Pour le quatrième trimestre de 2013, les frais généraux, frais de vente et frais d'administration ont diminué de 4 M\$, soit 31 %, pour s'établir à 8,6 M\$ par rapport à 12,6 M\$ au quatrième trimestre de 2012. Pour 2013, les frais généraux, frais de vente et frais d'administration ont diminué de 9,7 M\$, soit 21 %, pour s'établir à 36,1 M\$ par rapport à 45,7 M\$ pour 2012. Ce résultat découle essentiellement du succès du programme de réduction des coûts de la Société, qui touche principalement les salaires, les honoraires professionnels et les frais d'entretien.

Coûts du litige et coûts de restructuration

La Société a comptabilisé un montant de respectivement 0,6 M\$ et 4,1 M\$ au titre des coûts du litige et coûts de restructuration pour le quatrième trimestre de 2013 et pour 2013, se rapportant principalement aux honoraires juridiques et autres honoraires professionnels liés aux poursuites judiciaires et aux coûts de cessation d'emploi. Pour 2012, la Société avait comptabilisé un montant de respectivement 0,9 M\$ et 2,8 M\$ lié à un incident ayant eu lieu sur l'un de ses sites aux États-Unis et à des coûts de cessation d'emploi.

Charges financières

Les charges financières se sont établies à 2,3 M\$ pour le quatrième trimestre de 2013, comparativement à 1,1 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation s'explique principalement par des pertes de change et au titre de dérivés de 0,5 M\$ comptabilisées au cours du quatrième trimestre de 2013, par rapport à des gains de change et au titre de dérivés de 0,4 M\$ pour le quatrième trimestre de 2012. Pour 2013, les charges financières ont diminué de 5,7 M\$ pour s'établir à 5,9 M\$, par rapport à 11,6 M\$ pour 2012, en raison des gains de change et au titre de dérivés de 2,6 M\$ comptabilisé en 2013, contre des pertes de change et au titre de dérivés de 2,8 M\$ pour 2012.

Impôt sur le résultat

Le taux d'impôt effectif était de 4 % pour 2013, en raison d'un gain non imposable de 45,2 M\$ découlant de la diminution du prix d'acquisition de MCP. Pour 2012, le taux d'impôt effectif était de 10 % principalement en raison de la charge de dépréciation du goodwill qui n'était pas déductible aux fins de l'impôt.

Situation financière et sources de financement

	T4 2013	T4 2012	2013	2012
	\$	\$	\$	\$
Fonds provenant de l'exploitation ¹	9 043	4 243	20 033	25 393
Variation nette des soldes du fonds de roulement hors trésorerie	372	2 686	27 930	76 419
Activités d'exploitation	9 415	6 929	47 963	101 812
Activités d'investissement	(3 755)	(4 346)	(11 748)	33 637
Activités de financement	3 510	(100)	(22 410)	(154 964)
Incidence des variations du taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie liés à l'exploitation	(382)	(276)	(913)	(399)
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	8 788	2 207	12 892	(19 914)

Les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation ont été de 9,4 M\$ pour le quatrième trimestre de 2013 et de 48,0 M\$ pour 2013, par rapport à respectivement 6,9 M\$ et 101,8 M\$ pour le quatrième trimestre de 2012 et pour 2012. La diminution de 2013 découle principalement d'une réduction des stocks de 95,6 M\$ en 2012.

Les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement ont été de 3,8 M\$ pour le quatrième trimestre de 2013 et de 11,7 M\$ pour 2013, par rapport à des flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement de 4,3 M\$ pour le quatrième trimestre de 2012 et des flux de trésorerie de 33,6 M\$ générés par les activités d'investissement pour 2012. Pour 2012, les flux de trésorerie générés par les activités d'investissement provenaient surtout de la diminution des placements temporaires découlant d'un remboursement d'emprunts en dollars de Hong Kong.

Les flux de trésorerie générés par les activités de financement se sont élevés à 3,5 M\$ pour le quatrième trimestre de 2013, tandis que pour 2013, les flux de trésorerie affectés aux activités de financement se sont élevés à 22,4 M\$, comparativement à des flux de trésorerie affectés aux activités de financement de respectivement 0,1 M\$ et 155,0 M\$ pour le quatrième trimestre de 2012 et pour 2012. Les variations des flux de trésorerie sont associées à une diminution des montants empruntés sur la facilité de crédit multidevises renouvelable. Pour 2012, la Société avait dégagé un montant de 38,6 M\$ grâce à l'émission de nouvelles actions et diminué sa dette de 192,2 M\$.

Fonds de roulement

	Au 31 décembre 2013	Au 31 décembre 2012
	\$	\$
Stocks	174 374	170 293
Autres actifs courants	97 233	121 144
Passifs courants	(86 861)	(104 789)
Fonds de roulement ¹	184 746	186 648
Ratio du fonds de roulement ¹	3,13	2,78

La baisse du fonds de roulement, qui a maintenant atteint son plus bas niveau depuis l'acquisition de MCP, et qui est principalement attribuable à la diminution des créances et de l'actif d'impôt exigible ainsi qu'à la hausse des dettes fournisseurs, concorde avec les efforts de la Société visant à réduire son niveau d'endettement et à améliorer sa flexibilité financière.

¹ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

Dettes nettes

	Au 31 décembre 2013	Au 31 décembre 2012
	\$	\$
Dettes bancaires et dettes à court terme	10 462	8 014
Dettes à long terme, y compris la partie courante	72 785	140 425
Total de la dette	83 247	148 439
Trésorerie et équivalents de trésorerie et placements temporaires (affectés)	(24 917)	(11 892)
Dettes nettes¹	58 330	136 547

La dette totale a diminué de 65,2 M\$, pour s'établir à 83,2 M\$ au 31 décembre 2013 par rapport à 148,4 M\$ au 31 décembre 2012. L'écart est principalement attribuable au remboursement d'un montant net de 22,7 M\$ et au gain non récurrent de 45,2 M\$ au deuxième trimestre de 2013 découlant de la diminution du prix d'acquisition à la suite d'un accord conclu avec les anciens actionnaires de MCP.

La dette nette, compte tenu de la trésorerie et des équivalents de trésorerie et des placements temporaires affectés, a diminué de 78,2 M\$, pour s'établir à 58,3 M\$ au 31 décembre 2013 comparativement à 136,5 M\$ au 31 décembre 2012. La Société a l'intention de continuer à diminuer sa dette en réduisant ses coûts et en abaissant son fonds de roulement, comme elle le fait depuis plusieurs mois; il est toutefois possible que la dette augmente en cas de tendance haussière du prix des produits de base dans les prochains mois.

Sources de financement à court terme disponibles

	Au 31 décembre 2013	Au 31 décembre 2012
	\$	\$
Trésorerie et équivalents de trésorerie	22 427	9 535
Dettes bancaires et dettes à court terme disponibles	12 912	26 424
Facilité de crédit renouvelable disponible	11 980	127 787
Sources de financement à court terme disponibles	47 319	163 746

La Société est d'avis que les flux de trésorerie provenant de ses activités d'exploitation, combinés aux sources de financement à court terme disponibles, qui s'établissaient à 47,3 M\$ au 31 décembre 2013, permettront de soutenir sa croissance, ses besoins en fonds de roulement et ses dépenses en immobilisations prévues.

À compter du 31 mars 2013, la facilité de crédit multidevises renouvelable garantie de premier rang a été réduite à 100 M\$. La facilité était toutefois assortie d'une limite d'emprunt maximale de 80 M\$ jusqu'au 15 février 2014. La modification établit de nouvelles clauses restrictives pour l'exercice 2013 et maintient l'échéance initiale (août 2015). Le taux d'intérêt a été changé et dépend du ratio dette nette de premier rang / BAIIA de la Société, et peut varier entre le LIBOR, le taux des acceptations bancaires ou l'EURIBOR majorés de 3,00 % à 4,50 % ou le taux de base ou préférentiel américain majoré de 2,00 % à 3,50 %. Des commissions d'engagement de 0,75 % à 1,125 % sont aussi versées sur la partie non utilisée. En tout temps, 5N Plus peut demander que la facilité de crédit soit augmentée à 140 M\$ en vertu d'une clause accordéon prévoyant un montant additionnel de 40 M\$, sous réserve de l'approbation des prêteurs.

Fonds provenant de l'exploitation

	T4 2013	T4 2012	2013	2012
	\$	\$	\$	\$
Fonds provenant de l'exploitation¹	9 043	4 243	20 033	25 393
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles, montant net	(4 013)	(4 196)	(11 615)	(15 888)
Variation du fonds de roulement	372	2 686	27 930	76 419
Émission d'actions ordinaires	-	-	-	38 636
Règlement du prix d'acquisition de MCP	-	-	45 188	-
Autres	(212)	948	(3 319)	(532)
	(3 853)	(562)	58 184	98 635
Variation totale de la dette nette¹	5 190	3 681	78 217	124 028
Dettes nettes ¹ au début de la période	(63 520)	(140 228)	(136 547)	(260 575)
Dettes nettes¹ à la fin de la période	(58 330)	(136 547)	(58 330)	(136 547)

¹ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

Rapport de gestion

Les fonds provenant de l'exploitation se sont établis à 9,0 M\$ pour le quatrième trimestre de 2013, en hausse par rapport à 4,2 M\$ pour le quatrième trimestre de 2012, et se sont établis à 20,0 M\$ pour 2013, en baisse par rapport à 25,4 M\$ pour 2012.

Le fléchissement enregistré en 2013 découle principalement de la tendance à la baisse des prix des produits de base sous-jacents, qui s'est répercutée négativement sur les prix de vente, ce qui a eu pour effet de restreindre les marges de profit.

	T4 2013	T4 2012	2013	2012
Ratio dette nette ¹ sur BAIIA ajusté annualisé	1,84	5,34	1,92	3,60
Fonds provenant de l'exploitation annualisés ¹ sur la dette nette (%)	62,0	12,4	34,3	18,6

Le ratio dette nette sur BAIIA ajusté annualisé s'est établi à 1,84 pour le quatrième trimestre de 2013 et à 1,92 pour 2013. Les fonds provenant de l'exploitation annualisés générés au cours des mêmes périodes ont représenté respectivement 62,0 % et 34,3 % de la dette nette de la Société.

Informations relatives aux actions

	Au 25 février 2014	Au 31 décembre 2013
Actions émises et en circulation	83 908 269	83 908 269
Options sur actions pouvant être émises	1 637 951	1 637 951
Bons de souscription pouvant être émis	6 451 807	6 451 807

Régime d'options d'achat d'actions

Le 11 avril 2011, la Société a adopté un nouveau régime d'options d'achat d'actions (le « régime ») en remplacement de l'ancien régime (l'« ancien régime ») qui avait été adopté en octobre 2007. Les conditions des deux régimes sont les mêmes, sauf que le nombre maximum d'options attribuées ne peut dépasser cinq millions. Le nombre total d'actions pouvant être émises à l'exercice des options attribuées en vertu de l'ancien régime ne pouvait dépasser 10 % de l'ensemble des actions émises de la Société au moment de l'attribution des options. Les options attribuées en vertu de l'ancien régime peuvent être exercées pendant une période d'au plus dix ans à compter de la date d'attribution. Les options sur actions en circulation au 31 décembre 2013 peuvent être exercées pendant une période d'au plus six ans à compter de la date de leur attribution. Les droits aux options s'acquièrent à un taux annuel de 25 % (100 % pour les administrateurs), à compter du premier anniversaire de leur attribution. Les options qui ne sont pas exercées expirent un mois après la date à laquelle le bénéficiaire cesse d'être employé, administrateur ou dirigeant de la Société.

Le nombre d'options sur actions et le prix d'exercice moyen pondéré pour chacun des régimes de rémunération à base d'actions s'établissent comme suit :

	2013		2012	
	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré
		\$ CA		\$ CA
En circulation au début de la période	1 585 448	4,67	1 543 211	5,28
Attribuées	546 939	2,39	325 840	2,22
Annulées	(141 386)	5,55	(240 072)	5,60
Exercées	-	-	(43 531)	3,36
Expirées	(353 050)	3,00	-	-
En circulation à la fin de la période	1 637 951	4,19	1 585 448	4,67
Exercables à la fin de la période	1 001 826	4,94	1 024 656	4,94

¹ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

Arrangements hors bilan

La Société a recours à certains arrangements hors bilan portant principalement sur la location de locaux et de matériel aux termes de contrats de location simple et d'obligations contractuelles dans le cours normal des activités.

La Société est exposée au risque de change lié aux ventes réalisées en euros et en d'autres monnaies étrangères et conclut à l'occasion des contrats de change à terme afin de se protéger contre les fluctuations des taux de change. Le lecteur trouvera un complément d'information sur ces contrats aux notes 17 et 26 des états financiers consolidés audités de l'exercice clos le 31 décembre 2013.

Le tableau suivant présente les échéances contractuelles des passifs financiers de la Société au 31 décembre 2013 :

	Valeur comptable	1 an	2 à 3 ans	4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Dettes bancaires et dette à court terme	10 462	11 137	-	-	-	11 137
Dettes fournisseurs et charges à payer	65 016	65 016	-	-	-	65 016
Instruments financiers dérivés	4 237	3 284	953	-	-	4 237
Dettes à long terme	72 785	6 017	69 553	173	19	75 762
Total	152 500	85 454	70 506	173	19	156 152

Éventualités

Dans le cours normal des activités, la Société est exposée à des événements pouvant donner lieu à des passifs ou des actifs éventuels. Au 25 février 2014, la Société n'avait connaissance d'aucun événement important susceptible d'avoir une incidence significative sur ses états financiers consolidés.

La Société a réglé le litige qui l'opposait aux anciens actionnaires de MCP, empêchant ainsi toute partie au règlement d'intenter d'autres poursuites connexes. À la date des présentes, la Société est d'avis qu'il est peu probable qu'une sortie de ressources, pouvant avoir une incidence importante sur les états financiers consolidés, sera nécessaire à la suite de réclamations éventuelles de la part de tiers se rapportant à des actions ou événements liés au non-respect allégué des déclarations et des garanties par les vendeurs.

Gouvernance

Conformément au Règlement 52-109 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières (le « Règlement 52-109 »), 5N Plus a déposé des attestations signées par le chef de la direction et le chef des finances qui, entre autres, rendent compte de la conception des contrôles et procédures de communication de l'information et de la conception et de l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Contrôles et procédures de communication de l'information

Le chef de la direction et le chef des finances ont conçu ou fait concevoir sous leur supervision des contrôles et procédures de communication de l'information, pour fournir une assurance raisonnable que :

- l'information importante relative à la Société leur a été communiquée;
- l'information à fournir dans les documents d'information continue de la Société a été comptabilisée, traitée, résumée et présentée dans les délais prescrits par les lois sur les valeurs mobilières.

Une évaluation de l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information a été effectuée sous la supervision du chef de la direction et du chef des finances. À la lumière de cette évaluation, le chef de la direction et le chef des finances ont conclu à l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Le chef de la direction et le chef des finances ont aussi conçu ou fait concevoir sous leur supervision le contrôle interne à l'égard de l'information financière, pour fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été dressés, aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux IFRS.

Une évaluation de la conception du contrôle interne à l'égard de l'information a été effectuée sous la supervision du chef de la direction et du chef des finances. À la lumière de cette évaluation, le chef de la direction et le chef des finances ont conclu à l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière, selon les critères établis par le Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission (COSO).

Modifications du contrôle interne à l'égard de l'information financière

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière n'a subi, au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2013, aucune modification qui a eu ou dont on pourrait raisonnablement penser qu'elle aura une incidence importante sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Méthodes comptables et changements

Les principes et méthodes comptables appliqués par la Société pour préparer ses états financiers consolidés audités pour l'exercice 2013 sont conformes aux IFRS. Les principales méthodes comptables de la Société sont décrites à la note 2 des états financiers consolidés audités du 31 décembre 2013. Les hypothèses clés et principales méthodes d'estimation que la direction a utilisées selon les IFRS, de même que leur incidence sur les montants présentés dans les états financiers consolidés et les notes, sont demeurées sensiblement les mêmes que celles décrites dans les états financiers consolidés audités de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2012.

Changements de méthodes comptables

La Société a adopté les nouvelles normes et les normes révisées suivantes, ainsi que toute modification qui en découle, entrées en vigueur le 1^{er} janvier 2013. Ces changements ont été effectués conformément aux dispositions transitoires qui s'appliquent.

IAS 1, *Présentation des états financiers*. Selon ces modifications, la Société doit présenter les autres éléments du résultat global qui seront reclassés ultérieurement au compte de résultat consolidé séparément de ceux qui ne le seront pas. La Société a reclassé les éléments du résultat global de la période de comparaison. Ces modifications n'ont entraîné aucun ajustement au montant net des autres éléments du résultat global ou du résultat global.

L'IAS 19, *Avantages du personnel*, a été modifiée en juin 2011. En vertu de la norme modifiée, la Société devra comptabiliser immédiatement tous les coûts des services passés et remplacer le coût financier et le rendement attendu des actifs du régime par un montant d'intérêt net calculé en appliquant le taux d'actualisation à l'actif (au passif) net au titre des prestations définies. De plus, les modifications à l'IAS 19 exigent la présentation d'informations additionnelles concernant les régimes à prestations définies et les risques auxquels la Société est exposée du fait de sa participation à ces régimes. L'incidence de l'adoption de l'IAS 19 est présentée à la note 4 des états financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2013.

L'IFRS 10, *États financiers consolidés*, s'appuie sur les principes existants pour établir que le concept de contrôle est le facteur déterminant pour décider si une entité doit être incluse dans les états financiers consolidés de la société mère. La norme fournit des indications supplémentaires sur l'application du principe du contrôle lorsque ce dernier est difficile à évaluer. L'adoption de l'IFRS 10 n'a entraîné aucun changement dans la consolidation de ses filiales ou entités émettrices.

L'IFRS 12, *Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités*, contient les obligations d'information concernant toutes les formes de participations dans d'autres entités, y compris les partenariats, les entreprises associées, les entités ad hoc et autres entités structurées non consolidées. La norme reprend les obligations d'informations actuelles et introduit également d'autres obligations importantes qui touchent la nature des intérêts détenus par une entité dans d'autres entités ainsi que les risques qui y sont associés. La Société a intégré les nouvelles obligations d'informations dans les présents états financiers.

L'IFRS 13, *Évaluation de la juste valeur*, prescrit un cadre unique pour l'évaluation de la juste valeur. L'évaluation de la juste valeur d'un actif ou d'un passif est fondée sur les hypothèses que les intervenants du marché utiliseraient pour fixer le prix de l'actif ou du passif dans les conditions du marché actuelles, en tenant compte des hypothèses sur les risques. L'adoption de l'IFRS 13 n'a nécessité aucun ajustement aux techniques d'évaluation utilisées par la Société pour déterminer la juste valeur et n'a donné lieu à aucun ajustement d'évaluation au 1er janvier 2013.

En mai 2013, l'IASB a apporté une modification à l'IAS 36, *Dépréciation d'actifs*, relativement aux informations à fournir pour les actifs non financiers. Cette modification vise à supprimer certaines informations ayant trait à la valeur recouvrable des UGT, qui avaient été intégrées à l'IAS 36 par la publication de l'IFRS 13. L'application de cette modification n'est pas obligatoire avant le 1^{er} janvier 2014. La Société a toutefois décidé de l'appliquer de manière anticipée à partir du 1^{er} janvier 2013.

La version modifiée de l'IFRS 7, *Instruments financiers : informations à fournir*, contient de nouvelles obligations d'informations à fournir pour les actifs et les passifs financiers qui sont compensés dans le bilan consolidé ou qui font l'objet d'une convention cadre de compensation ou d'un arrangement similaire. Les modifications doivent être appliquées de manière rétrospective. L'adoption de l'IFRS 7 n'a entraîné aucune modification aux informations à fournir relativement à la compensation des actifs et des passifs financiers.

Normes comptables futures

Un certain nombre de nouvelles normes, modifications de normes et interprétations entrent en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2014 et n'ont pas été appliquées dans la préparation des états financiers consolidés. Aucune de ces modifications ne devrait avoir d'incidence importante sur les états financiers consolidés de la Société, à l'exception de ce qui suit.

L'IFRS 9, *Instruments financiers*, dans sa version publiée par l'IASB, reflète l'état actuel du plan de travail de l'IASB sur le remplacement de l'IAS 39 et s'applique au classement et à l'évaluation des actifs et des passifs financiers, au sens qui leur est donné dans l'IAS 39. L'IASB aborde aussi la comptabilité de couverture et la dépréciation des actifs financiers. En décembre 2013, l'IASB a supprimé la date d'entrée en vigueur obligatoire de l'IFRS 9 jusqu'à ce que toutes les phases du projet soient terminées. La nouvelle date d'entrée en vigueur obligatoire n'a pas encore été déterminée, mais a été reportée après les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2015.

La Société n'a pas encore quantifié l'incidence des phases publiées de la norme et n'a pas l'intention, pour le moment, d'adopter la norme de manière anticipée avant la date d'entrée en vigueur obligatoire.

L'IFRIC 21, *Droits ou taxes*, fournit des indications sur la comptabilisation des droits ou taxes conformément aux exigences de l'IAS 37, *Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels*. L'interprétation définit un droit ou une taxe comme une sortie de ressources d'une entité imposée par un gouvernement conformément aux lois et confirme qu'un passif au titre d'un droit ou d'une taxe n'est comptabilisé que lorsque le fait générateur de l'obligation survient, comme le définit la loi. L'interprétation est en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2014. La Société n'en a toutefois pas encore évalué l'incidence.

Estimations et jugements importants de la direction concernant l'application des méthodes comptables

Les paragraphes qui suivent présentent les jugements importants de la direction concernant l'application des méthodes comptables de la Société qui ont l'effet le plus important sur les états financiers consolidés.

Incertitude relative aux estimations

Lorsqu'elle prépare les états financiers consolidés, la direction porte un certain nombre de jugements, établit des estimations et formule des hypothèses concernant la comptabilisation et l'évaluation des actifs, des passifs, des produits et des charges. Ces estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réexaminées périodiquement. Les changements dans les estimations comptables sont comptabilisés dans la période au cours de laquelle ils ont lieu et dans toutes les périodes ultérieures concernées.

L'information relative aux jugements importants et aux principales estimations et hypothèses qui ont l'effet le plus important sur la comptabilisation et l'évaluation des actifs, des passifs, des produits et des charges est présentée ci-dessous.

Dépréciation des actifs non financiers

La Société comptabilise une perte de valeur correspondant à l'excédent de la valeur comptable d'un actif ou d'une unité génératrice de trésorerie (« UGT ») sur sa valeur recouvrable, qui est la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de la vente et la valeur d'utilité.

Pour déterminer la valeur d'utilité, la direction estime les flux de trésorerie attendus de chaque actif ou UGT et elle détermine un taux d'intérêt acceptable en vue de calculer la valeur actualisée de ces flux de trésorerie. Dans le cadre de l'évaluation des flux de trésorerie attendus, la direction pose des hypothèses sur les résultats d'exploitation futurs, qui ont trait à des événements et à des circonstances futurs. Les résultats réels peuvent être différents et donner lieu à des ajustements importants des actifs de la Société dans des périodes futures. Dans la plupart des cas, la détermination du taux d'actualisation applicable suppose l'estimation de l'ajustement approprié au risque de marché et aux facteurs de risque propres aux actifs.

Stocks

Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation, le coût étant établi selon la méthode du coût moyen. Pour estimer les valeurs nettes de réalisation, la direction tient compte des éléments probants les plus fiables disponibles à la date à laquelle les estimations sont faites. Les activités de base de la Société sont vulnérables aux changements des politiques étrangères et aux variations des prix des métaux reconnus sur la scène internationale, qui peuvent entraîner des fluctuations rapides des prix de vente. La Société évalue ses stocks en fonction d'un élément individuel et en tenant compte des événements qui sont survenus entre la date de clôture et la date d'achèvement des états financiers. La valeur nette de réalisation des stocks détenus pour satisfaire aux modalités d'un contrat de vente particulier est mesurée selon le prix du contrat.

Impôt sur le résultat

La Société est assujettie à l'impôt de nombreuses juridictions fiscales. Pour établir sa charge d'impôt sur le résultat dans tous les pays où elle exerce des activités, elle doit poser des jugements importants. L'incidence fiscale définitive de bon nombre de transactions et de calculs est incertaine. La Société comptabilise un passif lorsqu'elle estime que des questions soulevées par des vérifications fiscales pourraient entraîner le versement d'impôts supplémentaires. Lorsque le règlement définitif d'une question fiscale donne lieu à un montant d'impôt différent du montant comptabilisé initialement, l'écart est comptabilisé dans les actifs et les passifs d'impôt exigible et différé de la période du règlement définitif.

La Société compte des actifs d'impôt différé, dont le caractère recouvrable fait l'objet d'appréciations régulières. La réalisation des actifs d'impôt différé de la Société dépend en grande partie de l'atteinte des bénéfices imposables futurs projetés et du bien-fondé des stratégies de planification fiscale actuelles. Les jugements de la Société relativement à la rentabilité future peuvent varier en fonction des conditions futures du marché, des modifications de la législation fiscale et d'autres facteurs qui pourraient avoir une incidence négative sur la valeur actuelle des actifs d'impôt différé. Ces changements pourraient entraîner, le cas échéant, un ajustement important de la valeur comptable des actifs d'impôt différé dans le futur. Cet ajustement, qui serait comptabilisé pendant la période au cours de laquelle il a été déterminé, ramènerait les actifs d'impôt différé au montant dont la réalisation serait considérée comme plus probable qu'improbable.

Transactions entre parties liées

Les parties liées à la Société sont des coentreprises, des administrateurs et des membres de la direction. Les transactions avec ces parties liées sont décrites aux notes 25 et 28 des états financiers consolidés de 2013 de la Société.

Instruments financiers et gestion du risque

Juste valeur des instruments financiers

Une description détaillée des méthodes et des hypothèses utilisées pour évaluer la juste valeur des instruments financiers de la Société figure à la note 17, « Catégorie d'actifs financiers et de passifs financiers », des états financiers consolidés de 2013 de la Société.

Rapport de gestion

La juste valeur des instruments financiers dérivés était comme suit :

Actifs (passifs)	31 décembre 2013	31 décembre 2012
	\$	\$
Swap de taux d'intérêt	(2 588)	(3 870)
Contrats de change à terme	(1 468)	(1 080)
Contrats dérivés à terme	955	-
Options	-	(239)
Bons de souscription	(181)	(1 165)
Total	(3 282)	(6 354)

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que les flux de trésorerie futurs fluctuent en raison des variations des taux d'intérêt du marché. La Société est exposée aux fluctuations de taux d'intérêt liées à sa facilité de crédit renouvelable, qui porte intérêt à taux variable.

Au 31 décembre 2013, la Société était partie à un swap de taux d'intérêt visant à couvrir une partie du risque de taux d'intérêt lié à sa facilité de crédit renouvelable. Le contrat de swap, d'une valeur nominale de 100 000 \$, est en vigueur de janvier 2013 à août 2015. Ce swap de taux d'intérêt fixe à 1,82 % le taux d'intérêt LIBOR. La Société a reçu 1 700 \$ lorsqu'elle a conclu ce swap de taux d'intérêt en septembre 2011, soit la juste valeur de l'instrument au moment où elle en est devenue partie. Le contrat avait une juste valeur de (2 588) M\$ au 31 décembre 2013 et a été comptabilisé dans les passifs financiers dérivés dans l'état de la situation financière consolidé.

Risque de change

Les ventes de la Société sont principalement libellées en dollars américains, alors qu'une partie de ses charges d'exploitation sont libellées dans des monnaies locales, comme l'euro, le dollar canadien et la livre sterling. Bien que les achats de matières premières soient libellés en dollars américains, ce qui réduit en partie l'incidence des fluctuations des taux de change, nous sommes exposés au risque de change, qui pourrait avoir une incidence négative sur nos résultats. La direction a instauré une politique de gestion du risque de change au regard de la monnaie fonctionnelle appropriée. La Société gère le risque de change en concluant divers contrats de change à terme.

Les contrats de change à terme sont décrits à la note 17 des états financiers consolidés de 2013 de la Société.

La Société avait les expositions suivantes au risque de change au 31 décembre 2013 :

	\$ CA	Euro	Livre sterling	RMB	\$ HK
Trésorerie et équivalents de trésorerie	351	4 847	1 398	7 188	10
Placements temporaires (affectés)	-	2 490	-	-	-
Créances	564	15 131	2 506	3 541	276
Dette bancaire et dette à court terme	-	-	-	(10 462)	-
Dettes fournisseurs et charges à payer	(1 724)	(15 827)	(1 642)	(6 073)	(172)
Dette à long terme	(897)	(3 448)	-	-	-
Actifs (passifs) financiers nets	(1 706)	3 193	2 262	(5 806)	114

Le tableau qui suit montre l'incidence sur le résultat avant impôt d'un raffermissement ou d'un affaiblissement de un point de pourcentage des monnaies étrangères par rapport au dollar américain au 31 décembre 2013 pour les instruments financiers de la Société libellés dans d'autres monnaies que la monnaie fonctionnelle :

	\$ CA	Euro	Livre sterling	RMB	\$ HK
Raffermissement de 1 %					
Résultat avant impôt	(17)	32	23	(58)	1
Affaiblissement de 1 %					
Résultat avant impôt	17	(32)	(23)	58	(1)

Options

La valeur de marché de ces instruments financiers dépend de plusieurs facteurs, notamment : la volatilité des marchés étrangers, la durée restante des instruments et d'autres conditions du marché. En raison de ce qui précède, il est très difficile pour la Société d'évaluer le risque de marché. La Société est d'avis qu'une analyse de sensibilité ne serait pas représentative.

Bons de souscription

En juin 2012, la Société a émis 12 903 613 unités au prix unitaire de 3,10 \$ CA. Chaque unité est composée d'une action ordinaire et d'un demi-bon de souscription d'une action ordinaire. La Société a émis 6 451 807 bons de souscription, qui sont comptabilisés dans les passifs financiers dérivés à la juste valeur en fonction du marché boursier. La juste valeur était de (0,2) M\$ au 31 décembre 2013 et de (1,2) M\$ au 31 décembre 2012. La juste valeur dépend de plusieurs facteurs, notamment : la volatilité du marché et des taux de change, les fluctuations des taux d'intérêt, l'activité de la Société sur le marché et d'autres conditions du marché. En raison de ce qui précède, il est très difficile pour la Société d'évaluer le risque de marché. La Société est d'avis qu'une analyse de sensibilité ne serait pas représentative.

Risque de crédit

Le risque de crédit s'entend de la possibilité qu'un client ou qu'une contrepartie à un contrat ne s'acquitte pas de ses obligations, entraînant ainsi une perte financière. La Société compte un grand nombre de clients et ne dépend plus d'un seul en particulier. La Société a instauré une politique de crédit qui définit les pratiques courantes en matière de gestion de risque de crédit. Selon cette politique, tous les nouveaux comptes clients doivent être passés en revue avant d'être approuvés. La politique détermine également le montant maximum de crédit à accorder à chacun des clients. La solvabilité et la santé financière du client font l'objet d'un suivi continu.

La Société constitue un compte de correction de valeur pour créances douteuses conformément à l'évaluation que fait la direction des montants recouvrables. La valeur comptable des créances représente donc généralement le risque de crédit maximum auquel la Société est exposée. Aux 31 décembre 2013 et 2012, la Société a constitué un compte de correction de valeur pour créances douteuses de 0,2 M\$. Lorsqu'il est constitué, ce compte est inclus dans les frais de vente, frais généraux et frais d'administration au compte de résultat consolidé, et il est présenté net des montants recouverts pour lesquels il a été constitué au cours de périodes antérieures.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité correspond au risque que la Société ne puisse respecter ses obligations financières à leur échéance. La Société gère le risque de liquidité auquel elle est exposée par la gestion de sa structure de capital. Elle gère également le risque de liquidité en surveillant continuellement les flux de trésorerie réels et projetés, en prenant en considération les ventes et les encaissements de la Société et en faisant correspondre les échéances des passifs financiers avec celles des actifs financiers. Le conseil d'administration passe en revue et approuve les budgets d'exploitation et d'immobilisations annuels de la Société, ainsi que les opérations significatives hors du cadre de l'activité ordinaire, y compris les projets d'acquisition et les autres investissements importants. En vertu des modalités de sa facilité de crédit, la Société doit respecter certaines clauses restrictives. Afin de se conformer à ces clauses restrictives, la Société a préparé un BAIIA budgété et des estimations de flux de trésorerie qu'elle devra respecter. La direction est d'avis que les hypothèses utilisées par la Société pour la préparation de ses budgets sont raisonnables et que les clauses restrictives, ne devraient pas être enfreintes au cours des 12 prochains mois. Le risque, toutefois, demeure. L'atteinte des résultats prévus dépend de la stabilité du prix des métaux et des autres matières premières, de la réduction de la dette grâce à l'optimisation du fonds de roulement de la Société et de la viabilité et du soutien continus des banques de la Société.

Risques et incertitudes

La Société est assujettie à un certain nombre de facteurs de risque qui peuvent nuire à sa capacité à mettre en œuvre sa stratégie et à atteindre ses objectifs de croissance à long terme. La direction analyse ces risques et met en place des stratégies afin d'en réduire l'incidence sur la performance de la Société.

Incapacité à obtenir les avantages escomptés des acquisitions

Certains des avantages attendus pourraient ne pas se matérialiser ou pourraient ne pas se concrétiser dans les délais prévus par notre direction. Un certain nombre de facteurs, dont beaucoup sont indépendants de notre volonté, pourraient avoir une incidence sur la réalisation de ces avantages. Entre autres, la possibilité de tirer avantage de l'acquisition et de toute acquisition future que nous réaliserons dépend, en partie, du regroupement des fonctions et de l'intégration des activités, des procédures et du personnel, en temps utile et de manière efficace, de même que de la capacité de notre Société à tirer parti des occasions de croissance et de synergie prévues en regroupant avec les nôtres les entreprises et les activités acquises. L'intégration des entreprises acquises suppose que la direction consacre des efforts, du temps et des ressources considérables, ce qui pourrait détourner son attention et ses ressources d'autres occasions stratégiques et aspects opérationnels pendant le processus d'intégration. Le processus d'intégration est susceptible d'entraîner le départ d'employés clés, l'engagement de dépenses importantes et la perturbation des activités courantes et des relations avec les clients et les employés, ce qui pourrait avoir un effet négatif sur notre capacité à obtenir les avantages escomptés de ces acquisitions.

Activités internationales

La Société exerce ses activités dans plusieurs pays, y compris la Chine, et, par conséquent, elle court des risques liés à l'exercice de ses activités à l'échelle internationale. Nous pourrions subir les contrecoups importants de ces risques, dont l'intégration des activités internationales, les défis liés à l'assujettissement à plusieurs ordres juridiques, l'éventualité d'un climat volatil sur le plan de l'économie et des relations de travail, l'instabilité politique, l'expropriation et les modifications en matière de taxes et impôts, tarifs et autres frais imposés par les autorités de réglementation. Bien que la Société exerce ses activités principalement dans des pays relativement stables sur les plans économique et politique, rien ne garantit qu'elle ne subisse pas les contrecoups néfastes des risques inhérents aux activités qu'elle exerce sur le plan international.

Réglementation en matière de protection de l'environnement

Nos activités supposent l'utilisation, la manutention, la production, le traitement, le stockage, le transport, le recyclage et l'élimination de matières dangereuses et sont assujetties à un ensemble de lois et de règlements nationaux, provinciaux, locaux et internationaux en matière de protection de l'environnement. Ces lois et règlements en matière de protection de l'environnement incluent ceux régissant les déversements ou les émanations de matières polluantes dans l'air et l'eau, l'utilisation, la gestion et l'élimination des matières et des déchets dangereux, le nettoyage des sites contaminés et la santé et sécurité au travail. Nous avons engagé et continuerons d'engager des dépenses en immobilisations afin de respecter ces lois et règlements. De plus, la violation des lois en matière de protection de l'environnement ou des permis délivrés en vertu de celles-ci ou la responsabilité engagée en vertu de ces lois ou permis pourrait entraîner l'imposition de restrictions sur nos activités d'exploitation ou nous exposer à des amendes substantielles, des pénalités et des poursuites judiciaires devant les tribunaux pénaux, des demandes d'indemnisation pour dommages aux biens ou pour blessures, des frais de nettoyage ou d'autres frais. Bien que nous estimions respecter actuellement toutes les exigences en matière de protection de l'environnement qui sont applicables, de nouvelles circonstances futures, comme la mise en place de politiques de coercition plus agressives, l'application de nouvelles lois et de nouveaux règlements plus stricts ou la découverte de conditions environnementales actuellement inconnues, pourraient nécessiter des dépenses pouvant avoir une incidence négative significative sur les activités, les résultats d'exploitation et la situation financière de la Société. L'installation acquise de MCP à Tilly, en Belgique, fait présentement l'objet de mesures correctives en vertu d'un plan de remise en état en raison de l'héritage industriel du site sur lequel elle est située, site qui a été utilisé à des fins industrielles depuis plus de 100 ans, afin de la rendre conforme à la réglementation plus stricte en matière d'environnement. Le plan de remise en état a été approuvé par les autorités locales et les coûts estimatifs en résultant ont été comptabilisés comme il se doit par la Société.

Risque lié à la concurrence

Nous sommes le chef de file de la production de métaux spéciaux et de produits chimiques, et aucun de nos concurrents, qui sont peu nombreux, n'est entièrement intégré comme nous le sommes ou n'offre une gamme de produits semblable. Par conséquent, nos concurrents ne sont pas en mesure d'offrir une gamme de services et de produits aussi complète que la nôtre. Cependant, rien ne garantit que cette situation perdurera, et la concurrence pourrait venir d'affineurs de métaux à bas prix ou de certains de nos clients qui décideraient de s'intégrer verticalement. La croissance attendue de la demande de nos principaux produits devrait attirer plus d'affineurs de métaux dans ce secteur et intensifier la concurrence. Bien que nous croyions que nos activités et notre réseau commercial sont d'importants avantages

concurrentiels, une plus forte concurrence pourrait avoir une incidence négative sur notre chiffre d'affaires et nos marges d'exploitation si nos concurrents accaparent une part du marché et que nous ne sommes pas en mesure de compenser la perte de volume en faveur de la concurrence.

Risque lié au prix des produits de base

Le coût et la disponibilité de certains intrants varient en fonction d'un certain nombre de facteurs sur lesquels nous n'avons aucune prise, notamment la conjoncture, les taux de change, la demande de métaux à l'échelle mondiale, les sanctions commerciales, les tarifs, les coûts de main-d'œuvre, la surcapacité des producteurs et la majoration des tarifs. Toute variation de la disponibilité et des coûts des intrants pourrait avoir une incidence importante sur les activités, la situation financière, les résultats d'exploitation et les flux de trésorerie de la Société. L'incapacité de la Société à récupérer les hausses de coût pourrait nuire considérablement à ses activités, sa situation financière, ses résultats d'exploitation et ses flux de trésorerie.

Sources d'approvisionnement

Nous pourrions être incapables de trouver des stocks essentiels de matières premières dont nous dépendons pour exercer nos activités. Nous nous procurons actuellement nos matières premières auprès de plusieurs fournisseurs avec qui nous avons des relations commerciales de longue date. La perte de l'un de ces fournisseurs ou une baisse des niveaux de livraison pourrait réduire notre capacité de production et avoir une incidence sur nos livraisons aux clients, ce qui, par le fait même, aurait une incidence négative sur nos ventes et nos marges bénéficiaires nettes et pourrait entraîner des frais quant au non-respect de nos contrats d'approvisionnement.

Protection de la propriété intellectuelle

La protection de propriété de nos procédés, méthodes et autres technologies exclusives est essentielle à notre entreprise. Nous comptons presque exclusivement sur une combinaison de secrets commerciaux et d'ententes de confidentialité signées avec nos employés pour protéger nos droits de propriété intellectuelle. Nous avons délibérément choisi de limiter le nombre de nos brevets afin d'éviter la divulgation de renseignements précieux. L'omission de protéger et de surveiller l'utilisation de nos droits de propriété intellectuelle existants pourrait entraîner la perte de certains procédés et technologies de grande valeur.

Risque lié à la valorisation des stocks

La Société surveille son risque associé à la valeur de ses stocks par rapport au prix du marché. En raison de la nature très peu liquide d'une grande partie de ses stocks, elle compte sur une combinaison de techniques d'évaluation du risque normalisées, telle que la valeur à risque, ainsi que sur une appréciation plus empirique des conditions du marché. Les décisions concernant les niveaux appropriés de stocks sont prises compte tenu des calculs de la valeur à risque et des conditions du marché.

Interruptions des activités

Nous pourrions subir des pertes si nos activités devaient être interrompues. Dans bien des cas, plus particulièrement dans le cas de nos contrats à long terme, nous avons des obligations contractuelles de livrer des produits dans des délais prescrits. Toute perturbation de nos activités qui pourrait mener à une interruption des activités risquerait de nuire à la confiance que nous portent les clients, d'entraîner l'annulation de nos contrats et de donner lieu à des poursuites judiciaires. Bien que nous croyions avoir pris les mesures nécessaires pour éviter les interruptions d'activités et que nous ayons contracté une assurance contre celles-ci, il est possible que nous ayons néanmoins à subir des interruptions, qui pourraient avoir une incidence négative sur nos résultats financiers.

Dépendance à l'égard du personnel clé

La Société compte sur l'expertise et le savoir-faire des membres de son personnel pour la poursuite de ses activités. Le départ de membres de la haute direction pourrait avoir une incidence négative importante sur la Société. Notre réussite future dépend aussi de notre capacité à garder à notre service les employés clés et à attirer, former, garder à notre service et intégrer avec succès de nouveaux membres compétents dans notre équipe de direction et notre équipe technique. Le recrutement et la rétention de membres du personnel compétents, particulièrement ceux qui ont une expertise du secteur des métaux spéciaux et de la technologie d'affinage, sont essentiels à notre réussite et pourraient se révéler difficiles. Nous ne pouvons pas garantir que nous serons en mesure d'attirer et de garder à notre service le personnel qualifié au besoin.

Conventions collectives

Une partie du personnel de la Société est syndiqué et nous avons des conventions collectives qui viennent à échéance à différentes dates. Si nous ne sommes pas en mesure de renouveler ces conventions collectives à des conditions similaires lorsque celles-ci doivent être renégociées, cela pourrait donner lieu à des arrêts ou conflits de travail, comme des grèves, des débrayages ou des lock-out, et nuire à notre performance.

Risques associés au fait d'être une société cotée

Les actions de la Société sont cotées et, par conséquent, la Société est tenue à toutes les obligations imposées aux « émetteurs assujettis » en vertu des lois sur les valeurs mobilières en vigueur au Canada et à toutes les obligations applicables à une société cotée en vertu des règles de la Bourse. Les coûts directs et indirects associés au fait d'être une société cotée ont monté en flèche au cours des dernières années, et les initiatives réglementaires à l'étude pourraient accroître davantage les coûts inhérents à une société cotée au Canada. Ces coûts pourraient considérablement nuire à la situation financière de la Société.

Mesures non conformes aux IFRS

Dans le présent rapport de gestion, la direction de la Société a recours à certaines mesures non conformes aux IFRS. Les mesures non conformes aux IFRS fournissent de l'information utile et complémentaire, mais elles n'ont pas de définition normalisée selon les IFRS.

Le carnet de commandes représente la valeur attendue des commandes que la Société a reçues, mais n'a pas encore exécutées, et qui devraient se transformer en ventes au cours des 12 prochains mois. Les nouvelles commandes représentent la valeur des commandes reçues durant la période considérée, calculée en additionnant aux produits des activités ordinaires l'augmentation ou la diminution du carnet de commandes pour la période considérée. Le carnet de commandes est un indicateur des produits futurs attendus, et les nouvelles commandes permettent d'évaluer la capacité de la Société à maintenir et à accroître ses produits.

Le BAIIA désigne le résultat net avant les charges financières (produits financiers), l'impôt sur le résultat, l'amortissement, la dépréciation ou la reprise de perte de valeur des immobilisations corporelles et incorporelles, la dépréciation du goodwill, les coûts du litige et coûts de restructuration, les frais connexes à l'acquisition et le règlement du prix d'acquisition de MCP. Nous avons recours au BAIIA, car nous croyons qu'il constitue une mesure significative de la performance opérationnelle des activités poursuivies avant la prise en compte de l'incidence de certaines charges. La définition de cette mesure non conforme aux IFRS de la Société peut être différente de celle qu'utilisent d'autres entreprises.

La marge du BAIIA correspond au BAIIA divisé par les produits.

Le BAIIA ajusté correspond au BAIIA tel qu'il est défini précédemment avant la dépréciation des stocks. Nous avons recours au BAIIA ajusté, car nous croyons qu'il constitue une mesure significative de la performance opérationnelle des activités poursuivies compte non tenu de l'incidence de toute dépréciation des stocks. La définition de cette mesure non conforme aux IFRS de la Société peut être différente de celle qu'utilisent d'autres entreprises.

La marge du BAIIA ajusté correspond au BAIIA ajusté divisé par les produits.

Le résultat net ajusté correspond au résultat net avant l'incidence des moins-values et de la reprise de perte de valeur des stocks et des immobilisations corporelles et incorporelles, de la dépréciation du goodwill, des coûts du litige et coûts de restructuration, du règlement du prix d'acquisition et des coûts d'acquisition, après déduction de l'impôt sur le résultat s'y rapportant. Nous avons recours au résultat net ajusté, car nous croyons qu'il constitue une mesure significative de la performance opérationnelle des activités poursuivies compte non tenu de l'incidence des moins-values liées aux stocks et aux immobilisations corporelles et incorporelles, des coûts du litige et coûts de restructuration, du règlement du prix d'acquisition et des coûts d'acquisition, qui ne sont pas courants. La définition de cette mesure non conforme aux IFRS de la Société peut être différente de celle qu'utilisent d'autres entreprises.

Le résultat net de base ajusté par action correspond au résultat net ajusté divisé par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation. Nous avons recours au résultat net de base ajusté par action, car nous croyons qu'il constitue une mesure significative de la performance opérationnelle des activités poursuivies compte non tenu de l'incidence des moins-values liées aux stocks et aux immobilisations corporelles et incorporelles, des coûts du litige et coûts de restructuration, du règlement du prix d'acquisition et des coûts d'acquisition par action, qui ne sont pas courants. La définition de cette mesure non conforme aux IFRS de la Société peut être différente de celle qu'utilisent d'autres entreprises.

Les fonds provenant de l'exploitation correspondent aux flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation avant les variations des soldes du fonds de roulement hors trésorerie liés à l'exploitation. Ces montants figurent dans les tableaux des flux de trésorerie consolidés de la Société. Selon la Société, les fonds provenant de l'exploitation constituent une mesure clé, car ils témoignent de sa capacité à générer les fonds nécessaires à sa croissance future et au remboursement de sa dette.

La dette nette ou la trésorerie nette est une mesure servant à surveiller le niveau d'endettement, qui tient compte de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi que des placements temporaires. Elle constitue un indicateur de la situation financière globale de la Société et correspond à la différence entre la dette totale, y compris la partie courante, et la somme de la trésorerie, des équivalents de trésorerie et des placements temporaires.

Le fonds de roulement est une mesure des liquidités. Il correspond à la différence entre les actifs courants et les passifs courants. Étant donné que la Société est actuellement endettée, nous nous servons de cette mesure comme d'un indicateur de notre efficacité financière et nous nous efforçons de le garder le plus bas possible.

Le ratio du fonds de roulement est obtenu en divisant les actifs courants par les passifs courants.

Renseignements complémentaires

Les actions ordinaires de la Société sont inscrites à la Bourse de Toronto (TSX) sous le symbole « VNP ». Pour obtenir des renseignements complémentaires sur la Société, y compris sa notice annuelle, se reporter au profil de la Société sur SEDAR, à l'adresse www.sedar.com.